



LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément
à la résolution 352 (XII) du Conseil économique et
social relative au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la lettre et le rapport ci-après, en date du 25 septembre 1951, qui lui sont parvenus du Ministre des affaires étrangères de Finlande :

"Le Ministre des Affaires étrangères de Finlande présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, se référant aux notes du Secrétaire général datées du 10 octobre 1950 (N° SOA 325/5/02) et du 5 avril 1951 (N° 325/04), concernant les résolutions du Conseil économique et social relatives au problème de l'apatridie, il a l'honneur de transmettre ci-joint le rapport des autorités compétentes au sujet des lois et règlements finlandais relatifs à l'apatridie et à l'application effective de ces lois et règlements.

Ministère de l'intérieur

Helsinki, 11 septembre 1951

Traduction

Nous référant à la note N° SOA/325/5/02 de l'Organisation des Nations Unies, datée du 10 octobre 1950 et invitant les Etats à revoir leur législation nationale en matière de nationalité, en vue de réduire ou d'éliminer l'apatridie, nous avons l'honneur d'indiquer qu'il n'a pratiquement pas été nécessaire en Finlande d'adopter de nouvelles lois à cet effet. Toutefois, pour la législation qui serait adoptée dans l'avenir, il sera tenu compte de la recommandation en question dans toute la mesure du possible.

Vous trouverez ci-joint les renseignements suivants sur les questions mentionnées dans la note N° SOA/325/04 de l'Organisation des Nations Unies, en date du 5 avril 1951."

"I. Lois relatives aux personnes ne possédant pas la nationalité finlandaise.

A. La Loi du 9 mai 1941 relative à la nationalité (N° 325/41) contient les dispositions suivantes, destinées à éviter de nouveaux cas d'apatridie :

- a) Paragraphe 1, point 2 : La nationalité finlandaise est accordée à l'enfant légitime né de mère finlandaise et de père apatride, si l'enfant n'acquiert pas la nationalité d'un autre Etat par sa naissance.
- b) Paragraphe 2 : Un enfant trouvé sur le territoire finlandais est considéré comme ayant la nationalité finlandaise, tant qu'il n'a pas été établi que cet enfant a la nationalité d'un autre Etat.
- c) Paragraphe 3, point 2 : Si le mari et la femme ont un enfant né avant leur mariage, cet enfant acquiert également la nationalité finlandaise, s'il est célibataire et âgé de moins de 21 ans.
- d) Paragraphe 13 : La nationalité finlandaise est accordée, à la naissance, à l'enfant légitime né en Finlande, dont les parents sont des réfugiés d'Ingrie ou de Carélie orientale, d'origine finlandaise, et résident en Finlande à la date d'entrée en vigueur de cette loi (1er juillet 1941) ; l'enfant illégitime dont la mère est originaire d'Ingrie ou de Carélie orientale acquiert également la nationalité finlandaise, s'il est né en Finlande.

B. La Loi relative à la nationalité contient les dispositions suivantes, destinées à éliminer l'apatridie :

- a) Paragraphe 18, point 2 : Acquière la nationalité finlandaise à titre rétroactif et d'office les apatrides visés aux points A a) et A d) ci-dessus, si, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, ils sont célibataires et âgés de moins de 21 ans, et s'ils sont effectivement domiciliés en Finlande à cette date.
- b) Des facilités sont accordées dans la mesure du possible aux apatrides qui sollicitent la naturalisation finlandaise. Conformément au paragraphe 14, il peut être donné suite aux demandes des réfugiés d'Ingrie ou de Carélie orientale, même s'il n'est pas certain qu'ils soient en mesure de gagner leur vie.

II. Lois relatives au statut des réfugiés en Finlande

A. Le droit d'asile est réglementé conformément au paragraphe 16 de la loi du 30 janvier 1942 (N° 97/42) relative à l'entrée et au séjour des étrangers en Finlande. Si un étranger désire, pour des raisons valables,

entrer en Finlande afin d'y bénéficier du droit d'asile, il ne sera pas fait obstacle à son entrée en territoire finlandais, même s'il ne possède pas les documents et autorisations nécessaires. La question de son retour sera soumise au Ministère de l'Intérieur, qui prendra sa décision après avoir obtenu l'avis du Ministère des affaires étrangères.

- B. Les réfugiés et apatrides peuvent, le cas échéant, obtenir un "passeport d'étranger", leur permettant de voyager à l'étranger.
- C. Les réfugiés - c'est à dire les personnes bénéficiant du droit d'asile en Finlande - sont généralement assimilées aux nationaux en ce qui concerne la législation sociale. Ce principe se traduit dans diverses lois de protection et d'assistance (qui relèvent du domaine d'activité du Ministère des affaires sociales).

Quant à leur application pratique, nous pouvons dire que les lois et dispositions sus-mentionnées, qui résultent de besoins pratiques, sont appliquées avec la plus grande bienveillance."
